

PREFECTURE
DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Arrêté n° 2D/4B/I/97 N° 375
du 17 FÉV 1998

METTANT EN DEMEURE LE GIE COLSACO DE SATISFAIRE
AUX PRESCRIPTIONS DE SON ARRÊTÉ D'AUTORISATION N°
2164 DU 10 MAI 1976 POUR L'ÉTABLISSEMENT QU'IL
EXPLOITE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VESOUL.

LE PRÉFET

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 23 - 1^{er} alinéa ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 susvisée ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2164 en date du 10 mai 1976 portant autorisation d'exploiter une unité de production d'émulsion par le GIE COLSACO à VESOUL et notamment ses articles 2 et 3 ;
- VU le procès-verbal d'infraction dressé le 24 novembre 1997 à l'encontre du GIE COLSACO pour l'installation qu'il exploite sur le territoire de la commune de VESOUL en zone industrielle "Les Rêpes" ;
- CONSIDÉRANT que l'accident constaté le 24 novembre 1997 sur un dépôt d'acide chlorhydrique a mis en évidence que la cuvette de rétention associée à ce dépôt n'était pas étanche et matériellement incompatible avec le produit stocké ;
- VU l'avis et les propositions du Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Région Franche-Comté en date du 11 février 1998 ;
- SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Haute-Saône,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le GIE COLSACO domicilié rue Claude Bernard - Zone industrielle "Les Rêpes" à VESOUL est mis en demeure, pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de cette commune, de satisfaire aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2164 du 10 mai 1976 dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

A cet effet, la cuvette de rétention associée au dépôt d'acide chlorhydrique exploité par l'établissement devra être aménagée et traitée spécialement de façon à contenir tout déversement de produit.

ARTICLE 2 : Si à l'expiration du délai fixé à l'article premier, l'exploitant n'a pas déféré pas à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues par l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié au GIE COLSACO. Il sera affiché pendant un mois à la mairie, par les soins du maire de VESOUL.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Région Franche-Comté, le Maire de la commune de VESOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Région Franche-Comté - 21 B rue Alain Savary BP 1269 25005 BESANCON CEDEX,
- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Subdivision de VESOUL - B.P. 151 - 70003 - VESOUL CEDEX,
- au Maire de la commune de VESOUL,
- au GIE COLSACO à VESOUL.

Pour ampliation,
Pour le Secrétaire Général
et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau P.I.

Christiane TISSOT



FAIT A VESOUL, le

17 FÉV 1998

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL,

Gérard MATHIEU.